

**RAPPORT DE 2007 SUR LES CONSULTATIONS
PRÉALABLES À L'ÉLABORATION DU PROGRAMME
ÉLECTORAL**



***Nous avons posé des questions.
Les gens ont répondu.
Nous avons écouté—
Et nous avons agi.***

Au début de l'année 2007, l'honorable Stéphane Dion m'a nommée présidente des consultations préalables à l'élaboration du programme électoral. Ma tâche consiste à mettre à profit le renouveau fondamental débuté durant la campagne au leadership et à demander aux Canadiens et Canadiennes quelles questions les préoccupent au premier chef. Objectif : élaborer un programme électoral libéral tenant véritablement compte de nos besoins.

Durant la première moitié de 2007, nous avons tenu des consultations publiques partout au Canada : plus de 175 consultations dans plus de 35 collectivités différentes au pays. Nous avons rencontré des Canadiens et Canadiennes provenant de toutes les couches de la société et affiliés à tous les partis politiques. Nous avons rencontré des représentants de chambres de commerce, de centres de services sociaux et de groupes autochtones. Nous avons également rencontré des éducateurs, des travailleurs des services de garderie, des représentants des universités, d'écoles techniques et de collèges communautaires, des groupes de développement régional, des organisations d'affaires particulières, des travailleurs de la santé, des représentants d'entreprises de construction et des travailleurs de la construction, des économistes, des travailleurs à domicile, des travailleurs sociaux pour la jeunesse... Nous avons recueilli et lu des tonnes de documents et avons rempli des dossiers de notes.

Ce fut une expérience à la fois fascinante et éclairante.

Rien ne peut remplacer les discussions en direct. Les agences de sondages peuvent appeler un millier de personnes de par le pays et poser quelques questions en quelques minutes au téléphone. Puis, elles nous diront, en s'appuyant sur ces quelques questions et brèves réponses, ce que les Canadiens et Canadiennes, semble-t-il, pensent. De notre côté, nous avons discuté pendant des mois, dans le cadre de débats réels sur des enjeux véritables.

Et nous avons écouté. Plus important encore, nous avons agi en ajoutant les questions soulevées aux discussions du Parti concernant le programme électoral. De nombreuses questions soulevées au cours de ce processus ont été intégrées à l'orientation politique du Parti libéral du Canada, dont certaines directement dans le contenu de notre programme électoral pour la prochaine élection.

Ce rapport n'est qu'un sommaire et il se compose des thèmes généraux abordés. Nous ne pouvons inclure toutes les questions et tous les détails, à la fois pour des raisons d'espace et de stratégie électorale. Plusieurs questions et préoccupations qui ont été soulevées ne sont pas mentionnées d'emblée dans ce rapport sommaire, dans les discours et recommandations actuels et elles ne seront pas soulignées dans le programme électoral. Soyez certain que ces questions et idées contribueront malgré tout à renseigner la direction du Parti libéral du Canada.

Sur une note finale : le processus de consultations pour obtenir l'opinion des Canadiens et Canadiennes n'est pas terminé. À titre de présidente des consultations préalables, j'encourage toute personne à envoyer ses commentaires à l'adresse outreach@liberal.ca.

A handwritten signature in black ink, appearing to read "MHF", with a small flourish at the end.

Martha Hall Findlay, présidente des consultations préalables, Parti libéral du Canada

SOMMAIRE EXÉCUTIF

Voici le message le plus important qui s'est répété dans l'ensemble du pays :

La prospérité économique est d'une importance capitale;
L'environnement est d'une importance capitale;
Il faut traiter de ces questions, *sans oublier la justice sociale.*

Je suis ressortie de ce processus très fière, comme libérale et comme Canadienne, avec la conviction que les Canadiens et Canadiennes se préoccupent véritablement de leur prochain, en ce qui touche à la pauvreté, l'alphabétisme, la garde et l'apprentissage de jeunes enfants. Et par-dessus tout, ils souhaitent que nous fassions tout ce qui est en notre pouvoir pour que TOUS aient une chance égale de participer à la réussite future du Canada.

Une part de cette préoccupation concerne les nouveaux Canadiens et Canadiennes. Les entreprises partout au pays mettent l'emphase sur leur besoin d'obtenir davantage de travailleurs spécialisés, ce dont nous n'avons pas suffisamment au Canada. Nous avons besoin davantage d'immigrants. Cependant, ces nouveaux arrivants font souvent face à d'importants obstacles en ce qui touche la langue et l'attestation de leurs compétences. Cela freine la participation des nouveaux immigrants à notre économie et à notre société et par conséquent, cela empêche le pays de tirer pleinement profit de leurs compétences. Comme société qui se targue de faire place à la diversité et à l'ouverture, nous ne faisons pas assez pour les nouveaux arrivants.

Les Canadiens et Canadiennes veulent « Une prospérité au service d'un objectif ». Pratiquement tout le monde reconnaît que nous avons besoin d'une économie féconde, prospère et concurrentielle à l'échelle internationale pour offrir le meilleur mode de vie possible à l'intention de TOUS les Canadiens et Canadiennes. Sans une économie forte et féconde, nous ne pouvons offrir certaines des choses essentielles à l'atteinte d'une plus grande justice sociale. La population s'attend à ce que nous continuions dans la lignée des budgets équilibrés ou excédentaires, de même que dans le respect d'une économie forte, ce pour quoi les libéraux se sont battus sous Jean Chrétien et Paul Martin, et qu'ils ont réussi à obtenir durant leurs 13 années au pouvoir.

De toute évidence, les Canadiens et Canadiennes sont aussi très préoccupés par l'environnement et par l'inaction du gouvernement Harper, notamment par son refus apparent de prendre la question au sérieux. Plutôt que de reculer sur la question, la population souhaite que nous relevions le défi. On peut dire qu'il s'agit de l'enjeu mondial le plus important actuellement et les Canadiens et Canadiennes veulent que leur pays agisse à titre de **leader**.

En dernier lieu, de plus en plus de gens s'inquiètent que le Canada est en

train de perdre sa réputation internationale de positive influence. Nous avons besoin d'une politique étrangère cohérente, constante et claire qui favorise la paix et qui encourage le commerce et la participation comme leviers en vue de décourager les conflits et d'accroître les droits de la personne, en plus d'offrir une aide efficace là où elle est le plus nécessaire, d'améliorer notre réputation sur la scène internationale par l'exemple et le respect de la primauté du droit, des principes et établissements démocratiques, de même que le respect pour tous les êtres humains.

* * * * *

Le rapport suivant résume les points et questions clés qui ont été soulevés à plusieurs reprises au cours de nos discussions de par le Canada.

LA JUSTICE SOCIALE

- L'alphabétisme—les coupures du Parti conservateur dans les programmes d'alphabétisation ont soulevé une grande inquiétude et les Canadiens et Canadiennes reconnaissent que la capacité à communiquer est un facteur essentiel à la réussite des nouveaux immigrants et pour ceux qui sont laissés pour compte dans nos système existants.
- La garde et l'apprentissage de jeunes enfants—le programme Dryden jouit d'un appui très important. Ce programme a été initié par les libéraux puis annulé par le gouvernement Harper. Il y a également un appui important dans la reconnaissance, d'une certaine manière, de la contribution des parents qui restent à la maison.
- La pauvreté—les gens sont très préoccupés par le fait qu'il y a encore trop de citoyens, y compris des enfants, qui vivent dans la pauvreté alors que l'économie canadienne est toujours aussi forte. Les difficultés vécues par les travailleurs à faible salaire et le piège de l'aide sociale sont des enjeux qui touchent tout le monde, les riches comme les pauvres, et il s'agit d'une préoccupation véritable dans l'ensemble du pays.
- L'éducation—de nombreuses discussions ont été consacrées aux prêts étudiants et au fardeau des dettes qui y sont associées. Un certain nombre d'idées nous ont été proposées, comme par exemple atténuer en partie ou en tout la dette des étudiants qui vont dans certains domaines où il y a une forte demande, de même que d'autres approches différentes pour aider avec la dette des étudiants.
- Les personnes âgées—de nombreuses personnes âgées, particulièrement des femmes, vivent des difficultés financières importantes. Notre programme sur la pauvreté doit traiter de ces problèmes. D'autre part, de nombreuses personnes âgées ne veulent pas être traitées comme des fardeaux mais bien comme des *éléments*

d'actifs. Plusieurs personnes souhaiteraient travailler davantage, plus longtemps et contribuer à leur collectivité.

- La criminalité—bien que la criminalité ait diminué au Canada, plusieurs personnes s'interrogent sur la meilleure manière de traiter le problème. De nombreux Canadiens et Canadiennes continuent de se méfier d'une transition vers un système à l'américaine axé sur les sanctions et les prisons car la plupart savent qu'un tel système n'est pas efficace. Plusieurs personnes souhaitent que nous soyons fermes sur les *causes* de la criminalité plutôt que de simplement agir après le fait. Nous ne pouvons sous-estimer l'importance de la prévention. Voici un commentaire que nous avons souvent entendu : « *Je préférerais ne pas avoir à devenir une victime.* »

LA PROSPÉRITÉ ÉCONOMIQUE

- « La prospérité au service d'un objectif »—pratiquement tout le monde reconnaît que nous avons besoin d'une économie féconde, prospère et concurrentielle à l'échelle internationale pour offrir le meilleur mode de vie possible à l'intention de TOUS les Canadiens et Canadiennes. Sans une économie forte et féconde, nous ne pouvons offrir certaines des choses essentielles à l'atteinte d'une plus grande justice sociale.
- Nous devons être positifs et confiants; après tout, nous sommes Canadiens et Canadiennes! La meilleure façon d'être concurrentiels est de faire de notre mieux, sans nous cacher derrière des murs et protéger des entreprises improductives ou inefficaces. Il y a de réelles possibilités de réussite économique, à la fois à l'échelle nationale et internationale, y compris par exemple en favorisant le développement de technologies environnementales nouvelles et innovatrices.
- La productivité—non seulement les économistes en conviennent mais la plupart des gens comprennent également l'importance de la productivité et de la compétitivité mondiales au succès du Canada.
- L'éducation—elle est reconnue comme essentielle, non seulement en ce qui a trait à la justice sociale mais également en ce qui touche la prospérité économique. Cela ne concerne pas uniquement la formation dans les universités et collèges, mais aussi dans les établissements polytechniques et dans les métiers spécialisés.
- Les impôts—encore une fois, ce ne sont pas que les économistes qui en conviennent; la plupart des gens reconnaissent que réduire la TPS davantage n'est pas logique et qu'il est certainement préférable de réduire les impôts, comme l'ont fait les libéraux de façon importante et avec succès lorsqu'ils étaient au pouvoir. De plus en plus de personnes reconnaissent qu'une économie forte, particulièrement une économie qui est compétitive à l'échelle internationale, doit aussi être

concurrentielle pour les entreprises qui, somme toute, emploient les gens. Les avantages de réductions importantes dans l'impôt des sociétés (tel que c'est le cas par exemple dans les pays scandinaves) sont incontestés.

- Les infrastructures—à peu près tout le monde qui vit dans un village ou une ville au Canada, ou qui a une entreprise qui se sert du transport, reconnaît que la majorité de nos infrastructures sont anciennes et qu'elles nécessitent des réparations ou d'être remplacées et qu'il nous faut de nouvelles infrastructures pour répondre à notre croissance démographique et économique. Le lien entre les investissements en matière d'infrastructures et l'activité et la prospérité économiques est clair. Voilà pourquoi un accroissement important des investissements est requis.
- Les enjeux économiques—là où les industries ou les activités sont victimes de la concurrence à l'échelle internationale, la réponse ne devrait pas se trouver dans les subventions, qui peuvent appuyer (ou même favoriser) une faible productivité et une compétitivité limitée. Les Canadiens et Canadiennes préfèrent clairement que le gouvernement contribue à la réorientation afin d'aider les entreprises en difficulté à se spécialiser davantage et à aller vers de nouveaux processus, produits et services compétitifs. On préfère de toute évidence éviter le protectionnisme et mettre l'accent sur les possibilités.
- Les emplois—la population canadienne reconnaît que le meilleur programme social est certainement d'avoir un bon emploi. Ce message est tout à fait clair en ce qui touche les défis associés à l'immigration, les défis régionaux, les défis autochtones et plus encore. L'intérêt est là pour les investissements et l'appui aux technologies et nouveaux produits qui contribuent à une plus grande durabilité de l'environnement, aux nouvelles technologies de conservation de l'énergie, de même qu'aux technologies des énergies renouvelables. Si tout cela est bien fait, nous pourrions créer de nouvelles possibilités et davantage d'emplois. Des emplois de l'avenir et non du passé.

L'ENVIRONNEMENT

- ***Nous devons agir davantage!*** Toutes les personnes, ou presque, avec qui nous avons discuté reconnaissent le besoin d'être beaucoup plus rigoureux sur le plan de l'environnement. Et qu'il faut agir maintenant. La question est plus urgente et elle est beaucoup mieux comprise qu'on ne pouvait l'imaginer il y a peu de temps. En réalité, nombreux sont ceux qui ont demandé ce qu'ils pouvaient contribuer eux-mêmes pour « faire leur part ».
- Les changements climatiques—alors que la communauté mondiale

comprend de mieux en mieux les défis associés aux gaz à effet de serre et le besoin d'agir, les Canadiens et Canadiennes sont de plus en plus perturbés par le manque d'action, et même par ce qu'on peut qualifier de recul, de la part du gouvernement Harper.

- L'eau propre, l'air pur et les terres non contaminées—nous devons progresser de façon importante. Les efforts pour décontaminer ce qui est déjà pollué, de même que les efforts pour empêcher de polluer davantage, sont d'une importance capitale. Les gens comprennent qu'il faut prendre des mesures très rigoureuses et immédiates.
- Les substances toxiques—la population est de plus en plus sensibilisée et préoccupée par les substances potentiellement dangereuses que nous mangeons, buvons ou absorbons d'une autre manière par le biais de notre environnement et des produits qui nous entourent. La demande est grande pour un plus grand contrôle sur ce que nous importons et ce que nous produisons nous-mêmes.

LE CANADA DANS LE MONDE

- Le Canada dans le monde—il y a une déception généralisée face au Canada qui est en train de perdre sa réputation comme influence positive à l'échelle internationale. Notre engagement envers l'aide; notre appui dans la lutte contre le SIDA; notre appui aux mesures de l'ONU contre la peine de mort; notre encouragement au commerce et notre participation comme manières importantes de limiter les conflits et améliorer les droits de la personne; notre rôle historique dans la signature du traité sur les mines terrestres et le développement du concept de responsabilité de protéger; notre volonté de favoriser la paix plutôt que la guerre. Bien entendu, les Canadiens et Canadiennes sont aussi préoccupés par notre mission en Afghanistan. Nous devons prendre certaines positions positives. Nous devons faire davantage que dire que nous retirerons nos forces de combat en Afghanistan d'ici 2009. Mais « positions positives » ne signifient pas « agressives ». Les Canadiens et Canadiennes sont inquiets que sous le gouvernement Harper, le Canada n'est « nulle part » au Darfur et que nous avons abandonné le concept du « droit de protéger ».
- Les Forces canadiennes—tous les Canadiens et Canadiennes sont très fiers de ce que nos forces armées ont accompli par le passé et de ce qu'elles font de nos jours. Nous souhaitons toutefois qu'elles participent à des activités qui sont à la fois efficaces et qui tiennent compte du rôle du Canada à l'échelle internationale. Pour ce faire, nous souhaitons faire passer le rôle de nos forces armées « d'agressif », ou même « défensif » à quelque chose de beaucoup plus positif et actif ailleurs. Nous avons l'occasion de souligner la *prévention* de la guerre et la *promotion* de la paix comme nouveaux rôles pour le Canada au 21^{ème} siècle.

- La souveraineté dans l'Arctique—nous devons être prudents quant à des réactions et appuis soudains au mot « souveraineté ». Nous devons comprendre véritablement de quoi ou de qui le Canada doit se « protéger »? Et comment? Parallèlement, nous devons évaluer nos droits efficacement. Nous pouvons utiliser les ressources navales pour effectuer une double tâche, par exemple utiliser les bateaux-patrouilles pour mener des recherches sur l'environnement.
- Le commerce international—de nombreux Canadiens et Canadiennes, y compris bien sûr plusieurs nouveaux arrivants, comprennent les avantages économiques, politiques et culturels du commerce et de la participation avec le reste du monde. Les gens sont véritablement consternés devant la fermeture de consulats et le retrait d'activités liées au commerce de la part du gouvernement Harper. Nous pouvons et devons présenter un intérêt et un leadership beaucoup plus importants sur le commerce, particulièrement avec la Chine, l'Inde et le Brésil. Nous devons renforcer les points positifs, et la manière dont nous en tirerons pleinement profit, notamment en déployant des efforts significatifs pour signer des accords commerciaux bilatéraux. Le Canada doit être visiblement ouvert au commerce. Une opinion que nous avons souvent entendu était que « *Nous sommes concurrentiels en étant bons dans ce que nous faisons, et non en érigeant des murs.* »

L'IMMIGRATION

- Il s'agit d'une question soulevée durant presque toutes les consultations. Ce n'est pas, comme on pourrait s'y attendre, une question réservée uniquement aux grandes villes et elle touche à la fois les domaines de la justice sociale et de la prospérité économique. Nous faisons face à plusieurs défis. Notre économie croissante a besoin de nombreux nouveaux immigrants ayant des compétences particulières. Le système de points d'appréciation actuel nécessite un rééquilibre pour exprimer ces besoins.
- Nous devons également améliorer l'information que nous donnons aux aspirants immigrants et nos communications avec eux sur ce à quoi ils doivent s'attendre à leur arrivée. Les nouveaux arrivants au Canada rencontrent des difficultés dès le départ, à la fois en ce qui touche la langue et l'accréditation appropriée de leurs compétences et expériences. Cela non seulement empêche les nouveaux immigrants de gagner leur vie comme ils l'espéraient et comme ils en ont la capacité, cela nous empêche également de tirer pleinement profit des compétences et expériences dont notre économie a tant besoin.

SECTEUR AGRICOLE ET RURAL

- Les agriculteurs ne veulent PAS la charité. Ce qu'ils veulent ce sont des prix équitables pour leurs produits et leurs apports. Ils veulent des règles de jeu équitables face aux grandes industries agricoles.
- Wayne Easter et le rapport Easter sont tenus en haute estime de par le pays. Il faut toutefois agir pour mettre en œuvre certaines des recommandations.
- La largeur de bande et l'idée de « brancher les Canadiens et Canadiennes » est une question importante dans l'ensemble du pays pour les régions rurales qui sont toujours mal desservies. Les avantages de la communication, de l'accès à l'éducation, des connaissances et de l'interaction avec les autres sont incontestés.

SECTEUR FÉDÉRAL, PROVINCIAL ET MUNICIPAL

- Les relations—le respect et la collaboration entre tous les ordres de gouvernement sont essentiels. Ce principe de base semble non seulement être ignoré, mais il se fragilise aussi activement sous le gouvernement Harper.
- Malgré la rhétorique des conservateurs, il y a une vision commune selon laquelle le véritable déséquilibre fiscal ne se situe pas entre les gouvernements fédéral et provinciaux, mais plutôt entre les gouvernements fédéral et provinciaux d'un côté, et les municipalités de l'autre. Le Nouveau pacte pour les collectivités du Parti libéral, ainsi que l'engagement subséquent de Stéphane Dion de rendre permanent le remboursement de la taxe sur l'essence, sont tous deux très positifs. Les infrastructures et tout particulièrement les transports, la communication et la transmission d'énergie sont indispensables. Nous avons besoin davantage que des investissements monétaires; nous avons besoin d'intelligence, d'innovation, de créativité et de *collaboration*.

LES ARTS, LA CULTURE ET LE PATRIMOINE

- Le patrimoine, la culture, les arts—ces éléments sont considérés comme très importants dans l'ensemble du pays et le sentiment de plusieurs est qu'ils ont été négligés.
- La capacité de parler plus d'une langue est considérée comme un véritable avantage, particulièrement lorsqu'on se compare à l'échelle internationale. L'appui au bilinguisme est fort de par le pays et plusieurs craignent qu'il ne s'éteigne. Les Canadiens et Canadiennes appuient aussi fortement l'incitatif à apprendre d'autres langues outre le français et l'anglais et reconnaissent qu'il s'agit là d'un avantage

important dans le monde.

LES SOINS DE SANTÉ

- L'assurance maladie—des soins de santé à palier unique, universels et publics sont toujours considérés comme sacro-saints et la population a très peur de les perdre. De plus en plus de gens comprennent qu'au sein de ce système, certains services publics puissent être offerts par le secteur privé. La préoccupation principale est d'éviter un système à deux vitesses. Cela nous donne la possibilité d'avoir des discussions plus ouvertes. Même si nous n'avons pas de réponses, nous devons les chercher.
- Les soins à domicile—la question résonne davantage que « des temps d'attente garantis », particulièrement en ce qui touche notre population vieillissante. La plupart des gens reconnaissent que la logistique est de la responsabilité des autorités provinciales mais il s'agit d'une question qui a été souvent soulevée lors des discussions.
- Nous avons aussi senti un véritable enthousiasme envers une meilleure *promotion* de la santé, à savoir mettre l'accent sur la *santé*, et non uniquement sur les soins de santé.

LES QUESTIONS AUTOCHTONES

- Les Canadiens et Canadiennes reconnaissent que bien qu'un soutien financier soit nécessaire, ce n'est pas la seule solution. Le respect et la dignité sont des éléments clés, de même que les efforts déployés pour la collaboration et le partenariat. Terminer l'école secondaire est un objectif essentiel et les collectivités ont besoin d'aide pour l'atteindre, à la fois à l'intérieur et à l'extérieur des réserves.
- La formation en milieu de travail est aussi essentielle et elle doit aborder les besoins des collectivités à l'intérieur et à l'extérieur des réserves. Il existe d'importantes possibilités d'établir des liens avec différentes industries de par le pays, comme par exemple l'industrie de la construction. Au Canada, de nombreuses industries font face à une pénurie de jeunes travailleurs spécialisés. On établit un lien logique sur lequel travailler étant donné qu'il y a une population de jeunes Autochtones sans emploi.